

## A QUOI SERT L'IMPÔT ?

C'est une question que vous vous posez régulièrement qui plus est dans cette période d'austérité. C'est légitime de vous interroger sur l'utilité des finances publiques. Mais attention aux discours trop populistes sur ces questions. Nous donnons ici des exemples sur le sens et l'utilité de l'impôt pour la société.

### Financer l'action publique

Nous aurions pu prendre des dizaines d'exemples sur le financement de l'action publique dont celui des agent(e)s des Finances Publiques qui ont un rôle central dans la société. Mais nous avons choisi d'en aborder deux qui sont au cœur de vos préoccupations : la santé et l'éducation.

L'illustration ci-dessous résume une journée, certes un peu folle, mais qui montre bien le coût de la prise en charge par la collectivité via les services publics ou le système de protection sociale.

C'est bien l'impôt d'une part et son utilisation de l'autre qui permettent au plus grand nombre d'avoir cet accès à la santé. Pour autant, notre propos n'est pas d'encenser un système mis à mal depuis de nombreuses années et pour une bonne part de plus en plus livré aux appétits du privé.

Mais justement cet exemple doit vous convaincre qu'il faut défendre les services publics comme il faut soutenir les agent(e)s publics. Parce que les services publics sont des biens communs qui sauvegardent notre passé et assurent notre avenir.

### Santé : récit d'une « folle journée » à 5000€

Ma femme, enceinte, va voir le médecin  
 Qui lui annonce qu'elle va accoucher



23€

Elle me téléphone, je m'évanouis et me casse la jambe



235€/heure



Les pompiers me conduisent à l'hôpital

Le Samu transporte ma femme  
 à la maternité en urgence



700€/heure

Elle accouche sans délais



3 500€

Et je suis hospitalisé un jour



780€

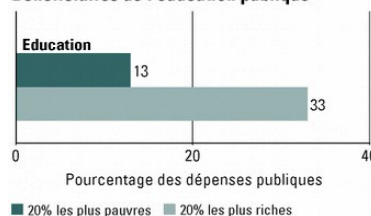
### Éducation : qui pourrait se la payer ?

Qui a conscience, comme le montre l'illustration ci-dessous, que de la crèche à la terminale un enfant est pris en charge par la société à hauteur de 135 000€ ?

Qui pourrait payer de telles sommes comme c'est le cas dans nombre de pays ?

Sans doute pas grand monde. Pour autant les chiffres montrent aussi que toute une classe, souvent celle qui pourfend l'État, est celle qui en profite le plus. Logique, plus on est dans une classe aisée plus les enfants suivent des études et donc... plus on profite de l'investissement public sur l'éducation.

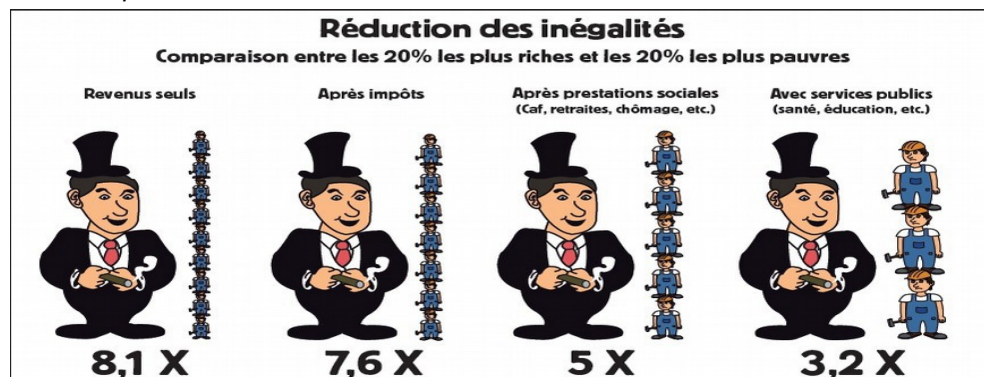
Bénéficiaires de l'éducation publique



	Crèche	Maternelle	Élémentaire	Collège	Lycée	Total
Coût Annuel en euros	15 000	5 000	5 500	8 000	10 000	
Nombre d'Années	2	3	5	4	3	17
Total	30 000	15 000	27 500	32 000	30 000	134 500

### Corriger les inégalités économiques et sociales par la redistribution

La aussi l'illustration parle d'elle-même même si, encore une fois, nous ne considérons pas être dans « le monde des Bisounours » et si nous sommes particulièrement convaincus que les 20 % les plus riches pris en exemple pourraient sans aucun doute contribuer beaucoup plus au bien commun. Mais nous voulons mettre le doigt sur des réalités trop souvent oubliées aujourd'hui. Oui, la redistribution des richesses par une contribution juste peut permettre au plus grand nombre de trouver et conforter sa place dans la société.



## A QUOI SERVENT LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES ?

Aujourd'hui vous avez sans doute la réponse à cette question parce que vous vous présentez à un Centre des Finances Publiques pour avoir des renseignements auprès des agent(e)s. Ils vous reçoivent avec dévouement en cette période parfois difficile pour vous de paiement des impôts locaux. Mais vous devez prendre conscience de leur rôle tout au long de l'année et dans tous les services comme vous devez être conscient(e)s des attaques régulières qui fragilisent chaque jour leurs missions à votre service.

**Le service de proximité** que vous pouvez rejoindre aujourd'hui **est en danger** aux motifs de réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est estimée à 60/80 milliards d'euros) qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de « désintoxiquer » l'usager du guichet.

En danger parce que BERCY ne jure plus que par l'utilisation d'Internet et des services en ligne alors même que nous avons reçu l'an dernier plus de 6 millions d'entre vous et répondu à plus de 3 millions d'appels téléphoniques !

De ce fait, au fil des années, les services de proximité disparaissent des territoires. Les trésoreries locales ferment les unes après les autres (**630 trésoreries de proximité ont été supprimées depuis 2009 dont 13 dans le département de l'Eure**) et l'ensemble des sites sont fermés plusieurs demi-journées par semaine rendant l'accès impossible au public que ce soit physiquement ou par téléphone !!

Certains services sont déjà concentrés au chef-lieu de département obligeant les citoyens à des déplacements plus importants. Sachez que les agent(e)s des finances publiques considèrent cette réduction de l'action publique de leurs services d'autant plus inacceptable dans un contexte économique et social dégradé.

**35 000 emplois d'agent(e)s des Finances Publiques ont été supprimés depuis 2002, près de 190 dans l'Eure ces 8 dernières années soit entre 20 et 25 % de l'effectif départemental. En 2017, 1815 emplois seront encore supprimés à la DGFIP dont 21 dans l'Eure.**

**Cela ne se traduit ni par une simplification, ni par une baisse des dépenses publiques. Au contraire cela rajoute au chômage de masse et provoque une baisse des recettes publiques parce que moins nombreux(ses), nous sommes moins efficaces face à des enjeux lourds pour la société.**

**Quand nous défendons nos emplois, c'est votre service public que nous défendons !  
Quand vous défendez nos emplois, c'est votre service public que vous défendez !**



## DES AGENTS SOCIALEMENT UTILES !

Quand vous payez la cantine de vos enfants ou que vous réglez une hospitalisation il y a, en bout de chaîne, un(e) agent(e) des Finances Publiques dans une trésorerie.

Lorsque vous achetez un terrain et que vous y construisez une maison un(e) agent(e) des Finances Publiques du Cadastre et d'un Service de Publicité Foncière aura traité votre dossier.

Si votre commune se targue d'avoir des comptes certifiés, ils sont passés par le conseil et le contrôle d'un(e) agent(e) des Finances Publiques.

Aujourd'hui vous êtes venu(e) demander un renseignement dans un Service des Impôts et chaque année vous reconnaissez le professionnalisme et la disponibilité des agents(e)s. Mais derrière la vitrine de l'accueil d'autres agent(e)s travaillent à asseoir l'impôt, à le recouvrer et le contrôler. Cette phase n'est pas la plus populaire, mais elle est la contrepartie du système déclaratif et quand on sait que la fraude fiscale est de 60 à 80 milliards/an on mesure le défi à relever.

Si les finances de la cantine ou de l'hôpital sont gérées par le privé, si le cadastre et la publicité foncière ne garantissent plus ou mal la propriété et si internet devient « le maître » de vos relations avec l'administration croyez-vous que ce sera plus simple et plus humain ?

Si nous n'avons plus les moyens humains, législatifs et matériels de lutter contre la fraude, croyez-vous que vous paierez moins d'impôts ?

